

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 149

27 MARS 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

CONTRE L'EXTENSION DU CHOMAGE

- Renforçons nos syndicats
et créons des comités de lutte de quartier
- Occupons nos usines

LIEVIN :
2.500
travailleurs
au
tribunal
populaire

VIETNAM :
7 nouvelles
provinces tota-
lement libérées
NOUVELLE
DEBACLE U.S.
P. 8

PAGES 4, 5 ET 6



769.900 « demandes d'emploi non satisfaites », en février d'après les statistiques gouvernementales : ce qui fait près de *un million deux cent mille chômeurs totaux* si on y ajoute les chômeurs non inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi (officiellement, il y a un chômeur non inscrit pour deux chômeurs inscrits).

1.742.000 journées de chômage partiel recensées en décembre ; 421.000 travailleurs concernés par les indemnités afférentes ! *Douze fois plus qu'un an auparavant !*

Ces chiffres, les derniers fournis par la bourgeoisie, montrent une fois de plus, malgré leur caractère sous-estimé du fait de leur origine gouvernementale, l'aggravation très importante du chômage dans la dernière période. Directement ou indirectement, par le biais du chômage total, du chômage partiel ou de la pression qui pèse sur les travailleurs qui n'en sont pas encore victimes, le chômage frappe toutes les familles ouvrières.

Faisant semblant de prendre en compte les graves difficultés qui en découlent pour les travailleurs, Giscard, Chirac et les « experts » du gouvernement répètent que le « plein emploi » est leur objectif majeur. Chaque mois ils prophétisent un arrêt de l'extension du chômage pour être aussitôt démentis par leurs propres chiffres ! Aujourd'hui, le « débat » CNPF/gouvernement sur la « relance », sur le « taux de croissance » à fixer pour le VII^e plan, ce débat-là concerne moins que jamais les travailleurs. D'expérience, ils savent qu'ils ne peuvent attendre la disparition du chômage d'une expansion de la production industrielle mieux ajustée : le passé a montré qu'en régime capitaliste, cette expansion, même assez forte

peut très bien se conjuguer, par le biais d'une intensification du travail forcée, avec un chômage important.

Cela, d'ailleurs, les « experts » gouvernementaux le savent aussi ; ils se préparent à une extension et à une permanence du chômage, total ou partiel. C'est la raison du grand tapage développé autour des « accords révolutionnaires » sur le chômage, signés en 74, ou autour de la réforme des indemnités du chômage partiel. Il s'agit de donner aux travailleurs l'illusion que le chômage sera très largement supportable.

Mais plusieurs mois après, les faits sont là et les soit-disants accords « révolutionnaires » sur le chômage ont fait leur preuve. Qu'on en juge : non seulement les accords excluent délibérément des travailleurs en fin de contrat, les travailleurs intérimaires..., mais jusqu'à présent, n'ont pu bénéficier de cet accord que... 12.000 travailleurs sur un million deux cent mille, c'est-à-dire 1% ! A ces chiffres accablants, le gouvernement ose répliquer qu'il s'agit simplement de roder les services chargés de calculer cette indemnisation, et que rapidement, le chiffre optimum de travailleurs secourus sera atteint, soit... 4% du nombre total de chômeurs.

Les choses ne sont guère différentes en ce qui concerne le chômage partiel. Si le taux horaire de l'heure indemnisée doit être légèrement relevé (à 6 F.), rien n'est dit ou fait pour augmenter les heures indemnisables et le nombre de travailleurs y ayant droit : ceux sont toujours les seules heures perdues au-dessous de 40 heures qui comptent ! Tout au plus ce

suite page 2

EDITORIAL

(Suite de la page 1)

qu'il y a de nouveau dans les accords sur le chômage partiel, c'est la possibilité de prise en charge par l'Etat de 90% de la part patronale sur le fond destiné à alimenter les indemnités de chômage partiel. On le voit, un cadeau de l'Etat capitaliste aux patrons les encourageant à recourir au chômage partiel, mais pour les travailleurs, pas de changement. Avec les indemnités actuelles, les familles des travailleurs frappés par le chômage partiel voient leur pouvoir d'achat amputé considérablement : les travailleurs de Renault, victimes du chômage partiel répété imposé par la Régie pour tenter de briser la lutte du Mans, ont déjà perdu pour beaucoup 100.000 AF !

Face à ce développement du chômage, au projet de la bourgeoisie de le maintenir, tout en le camouflant, une riposte de la classe ouvrière est plus que jamais nécessaire. Elle est largement réclamée par tous les travailleurs. Une fausse solution, un mirage leur est proposé par « l'union de la gauche » qui organise une série de meetings sur l'emploi ; le P«C»F est un des initiateurs des plus zélés de cette campagne. En quoi consistent ses propositions hormis crier haut et fort que le P«C»F lutte contre l'austérité, qu'il a ses solutions... le programme commun.

Elles consistent, fréquemment, à s'opposer de front aux travailleurs qui prennent en main la lutte contre le chômage, qui maintiennent résolument leurs revendications. C'est ce qui arrive à Piron (Bretoncelles) ou à Everwear (St Quentin) où les révisionnistes du P«C»F calomnient ouvertement la lutte des travailleurs comme ils l'avaient fait à Lip. Si dans d'autres endroits, ils savent adopter une attitude moins ouvertement provocatrice, ils y apparaissent clairement comme désireux de couper les travailleurs des autres usines en lutte, d'épuiser les travailleurs dans des délégations chez le préfet, les ministres de l'industrie, du travail ou

autres pour imposer assez souvent en fin de parcours « leurs » solutions ; le reclassement (vauté par le programme commun), les mises à la retraite anticipée... Titan Coder est un exemple de lutte où les révisionnistes ont finalement imposé leurs solutions contre les intérêts des travailleurs.

En fait les propositions des révisionnistes pour lutter contre le chômage reviennent toujours au même point : faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette en œuvre une réforme économique susceptible de développer l'emploi. Mais les travailleurs savent bien que pour préserver leur emploi, ils ne peuvent en régime capitaliste compter sur une simple réforme économique. Ils savent que c'est leur lutte, le rapport de force qu'ils établissent contre leur patron qui permet ou non de préserver leur emploi, c'est ce qu'a démontré entre autre la lutte de Lip. Ils savent qu'une société sans chômage ne s'obtient pas à coups de réformes économiques, d'aménagement du système capitaliste mais par le renversement de la bourgeoisie, la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans.

Lutter efficacement contre le chômage aujourd'hui, c'est donc rejeter clairement l'obstacle dressé par les révisionnistes pour dévoyer le combat des chômeurs et des travailleurs qui se solidarisent avec eux. C'est affirmer clairement nos revendications contre le chômage, c'est s'organiser pour les faire aboutir. Notre Parti a déjà fait connaître sa plateforme revendicative pour affronter le chômage, dont les mots d'ordre centraux sont : 40 heures immédiates sans diminution de salaire, retraite à 50 ans pour les femmes et 55 ans pour les hommes, baisse des cadences, paiement intégral de toutes les heures chômées, suppression des contrats de travail à durée limitée, embauche immédiate et définitive des travailleurs sans contrat, suppression

du travail intérimaire, embauche immédiate des intérimaires qui le demandent, extension de l'allocation supplémentaire d'attente à tous les chômeurs...

Faire aboutir ces revendications exige que l'on recoure à des formes d'organisation capables de mobiliser largement tous les travailleurs :

dans l'usine, il est nécessaire que les travailleurs victimes d'un licenciement restent organisés dans leur section syndicale d'entreprise, afin de continuer la lutte pour leur réintégration avec leurs camarades de travail. Le système de la bourgeoisie qui conduit le travailleur licencié à rompre avec ses anciens camarades de travail, à dépendre de l'ANPE et à rechercher au jour le jour un nouvel employeur, prive le travailleur de la possibilité de mener la lutte pour son embauche, non pas de manière isolée, mais avec ses anciens camarades de travail. Rompre avec ce système, donner toute leur force aux sections syndicales d'entreprise, c'est y organiser tous ces travailleurs que le patron prétend expulser. Cette nécessité de maintenir le front de tous les travailleurs d'une entreprise face aux divisions patronales, qui préservent l'emploi de certains et licencient d'autres, concerne évidemment les travailleurs intérimaires, les travailleurs sous contrat et les travailleurs embauchés ferme. Ainsi peut être menée de pair la lutte pour la réembauche des licenciés, la titularisation des non titulaires, et la lutte contre l'intensification du travail, l'alourdissement de la charge de travail de chaque ouvrier, puisque fréquemment, au terme des licenciements, se retrouvent dans l'entreprise, pour faire une production parfois supérieure, beaucoup moins d'ouvriers.

Occupons les usines. A la fermeture de multiples petites usines, les travailleurs ont riposté de plus en plus souvent par l'occupation : Valstar, Grandin, Satam, Chauffour,

Mazarine... autant d'usines occupées dans la région parisienne. Piron à Bretoncelles, Everwear à St Quentin sont d'autres exemples où les ouvriers ont occupé leurs usines et multiplié les initiatives pour faire aboutir leurs revendications. Tenir l'usine, priver le patron de ses moyens de production c'est un atout décisif dans les mains des travailleurs. C'est cette voie là qu'il faut suivre : riposter aux menaces de licenciements par l'occupation, prendre le contact avec les autres usines occupées pour donner encore plus de résonance à ces luttes.

Dans les quartiers et localités, il est nécessaire de rassembler tout de suite les travailleurs chômeurs ou non, qui veulent engager dès maintenant la lutte contre les licenciements. Ce Comité de lutte contre le chômage mettra à nu tous les éléments locaux qui révèlent l'extension du chômage sous toutes ses formes, partiel ou total, intérim ou contrat de travail... ; il dénoncera largement les atteintes grandissantes que l'extension du chômage fait subir à toute la classe ouvrière, chômeurs ou pas. Il mettra en avant les revendications qu'il est nécessaire et possible de faire aboutir. De cette manière, ces comités de lutte contre le chômage, qui multiplieront les interventions dans le quartier, aux portes des usines, dans les agences d'intérim, dans les files de chômeurs etc..., qui soutiendront activement les luttes contre le chômage déclanchées dans les usines, prendront ainsi une part active dans la construction d'un mouvement de grande ampleur contre le chômage. Ils permettront de briser l'isolement des luttes contre le chômage, qui se déroulent nombreuses dans des petites entreprises qui ferment, ils permettront de favoriser l'essor des luttes contre le chômage partiel.

C'est dans cette voie que notre Parti appelle les travailleurs à s'organiser pour la mobilisation contre le chômage.

Marc ANDRE.

RENAULT : déjouons les nouvelles attaques de la direction et la complicité des révisionnistes

18 mars : la direction refuse l'ouverture des négociations prévues depuis plus d'un mois et répète à plusieurs reprises que la condition à l'ouverture des négociations, c'est la fin de la grève du Mans.

21 mars : nouveau lock-out annoncé, l'île Seguin à Billancourt, les usines de Cléon et Flins doivent fermer de 2 à 3 jours. C'est ainsi 42.000 ouvriers qui sont mis en chômage technique et payés au taux de 6 F d'indemnité horaire (sauf ceux du Mans).

La direction attaque en justice le syndicat CGT du Mans. Le prétexte : la CGT a appelé à une grève « illégale », la grève perlée. Prétexte, car du point de vue du droit bourgeois lui-même, la « grève de l'enthousiasme », « le coulage des cadences » n'est pas une grève perlée mais diminue seulement la production. En réalité, tous les moyens sont bons pour la direction pour isoler les ouvriers du Mans, les obliger à reculer. Elle va même jusqu'à demander 6 millions de francs de dommages et intérêts à la CGT, alors qu'elle met en chômage technique la moitié de la journée les ouvriers du Mans, a réduit les horaires pour les autres usines et les a fermées déjà plusieurs jours !

Alors que justement la grève des ouvriers du Mans reste isolée, la direction a tout intérêt à renforcer cet isolement. Par 3 semaines de débrayages continus d'une heure ou deux, par atelier, par service, de délégations et de rassemblements sans perspectives, les directions syndicales ont peu à peu épuisé la combativité des travailleurs qui jaillissent lors de la grève des caristes et des pistoletiers de Billancourt. Pendant 4 semaines, les ouvriers de Billancourt ont espéré que la grève du Mans s'étendrait, maintenant ils n'y croient plus. A la manifestation de soutien aux Renault organisée par les syndicats dans les rues de Boulogne Billancourt le 19, au milieu de 3.000 manifestants, à peine quelques centaines de Renault, dont très peu d'OS. Aucun mot d'ordre ne rappelait les revendications avancées au début de la lutte par les ouvriers de Billancourt (170 maxi pour les OS, 250 F d'aug-

mentation) mais des mots d'ordre généraux « pour la révision des classifications » et la demande de négociations immédiates (« Dreyfus, assieds toi et négocie »).

Cet isolement des ouvriers du Mans, la CGT peut toujours le présenter comme un succès, dans le tract diffusé à cette manifestation : « le plus grand échec du pouvoir, c'est de ne pas être parvenu à pousser les travailleurs de nos usines à se lancer dans l'épreuve de force. C'est là, une démonstration magistrale de la maturité de la clairvoyance du personnel de Renault ». Les ouvriers apprécieront : leur grand succès... c'est de n'être pas parti en lutte comme au Mans ! Bergeron n'aurait pas dit mieux.

AU MANS, MANOEUVRES DES REVISIONNISTES DE LA CGT

Cependant, au Mans, la grève de l'enthousiasme continue malgré les menaces de la direction, mais le déroulement de la lutte est suivi de très près par la direction confédérale : Albeher, responsable du secteur automobile, a déjà fait plusieurs séjours au Mans. Et la semaine dernière, il n'hésitait pas à les soutenir en déclarant : « j'espère que nos camarades du Mans auront la sagesse d'avoir une tactique plus souple ». Devant le mécontentement suscité par ce « conseil », il en était réduit à le démentir et à le remplacer par celui-ci : « il y a une situation nouvelle (le refus de la Régie de négocier le 18 mars). Elle exige une tactique nouvelle qui doit être discutée à la base ». Tactique plus souple, tactique nouvelle... les ouvriers de Billancourt savent ce que cela signifie ! Alors que les tracts de la CGT parlent d'éviter l'isolement des travailleurs dans l'action que proposent-ils ? Des débrayages par atelier, par chaîne...

INSTAURER UN RAPPORT DE FORCE CAPABLE DE FAIRE CEDER LA REGIE

En centrant le problème sur le refus de négocier de la direction et non sur



Meeting dans l'usine Renault du Mans...

le rapport de force, les directions syndicales s'engagent du même coup dans la multiplication des preuves de bonne volonté : Sylvain, responsable CGT de Billancourt appelle à « maintenir la pression revendicative avec le même esprit de RESPONSABILITE » ; les dirigeants syndicaux se présentent le 18 mars devant les bureaux de la direction comme si la négociation était décidée et l'Humanité du 19 écrit : « Qui par contre tient le langage de la raison ? Les ouvriers... » et se vante que « rien n'a été fait par les syndicats CGT et CFDT qui puisse provoquer la paralysie de la Régie ». Jusqu'où iront ces preuves de « bonne volonté » ?

Enfin, la direction de la CGT, le P « C » F tentent de dévoyer la

combativité des travailleurs de Renault en présentant le gouvernement comme principal responsable du refus de négocier. Cartes, Giscard, Chirac, n'ont aucune envie de voir les travailleurs remporter une victoire sur la baisse du pouvoir d'achat... Mais ce que veut le P « C » F, c'est faire croire que la direction d'une entreprise NATIONALE, c'est mieux qu'un patron normal... Et elle oppose Dreyfus, favorable à cet « arrangement » et qui par ailleurs ne cache pas une certaine sympathie pour le PS, au reste de la direction et au gouvernement. Mais Marchais, dans sa conférence de presse, a beau accuser le gouvernement de pénaliser l'entreprise nationalisée Renault pour la mettre en difficultés face

à ses concurrents, les travailleurs soumis aux cadences sur les chaînes de montage ou sur les machines croient de moins en moins au mythe de « Renault », « entreprise mieux que les autres ».

Reclamer sur tous les tons l'ouverture de négociations tout en se lamentant sur « l'intransigeance inhabituelle » de la direction et le « blocage du gouvernement », c'est la seule perspective maintenant offerte par les directions syndicales aux travailleurs de Renault, c'est la seule riposte qu'elles apportent au lock-out et aux menaces de la direction. Soyons sûrs qu'eux aussi, ils sauront leur demander des comptes !

Annie COSSIN

HALTE A LA MONTEE DU CHOMAGE PARTIEL, PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES !

Il y a un mois sous prétexte que le nombre d'offres d'emploi non satisfaites avait légèrement augmenté en janvier, Chirac parlait de « pause » dans l'augmentation du chômage en ce début d'année. Aujourd'hui cette soi-disant pause, on a du mal à la voir se dessiner. En février les statistiques dénombreaient 769.900 demandes d'emploi non satisfaites soit 4.200 de plus qu'en janvier, ce qui, compte tenu du fait que ne sont recensés par ces statistiques bourgeoises que les chômeurs s'inscrivant à l'Agence Nationale pour l'Emploi, porte à 1,2 million, le nombre total de chômeurs en France (selon la définition qu'en donne d'ailleurs le bureau international du travail).

Toute aussi travestie par la statistique, et pourtant bien réelle est l'aggravation considérable du chômage partiel. On ne possède pour l'instant que les données fin décembre 1974 qui font état de 421.200 bénéficiaires de l'allocation de chômage partiel. Mais le bénéfice de cette allocation n'intervient que pour une diminution de l'horaire de travail hebdomadaire au dessous de 40h, ce qui tout naturellement, élimine des statistiques nombre de chômeurs partiels.

De plus dans nombre d'entreprises, le patronat essaie de faire passer le chômage technique en temps de congés payés, ce qui supprime du même coup toute indemnisation et par conséquent tout recensement.

Mais les statistiques truquées ont tout de même du mal à cacher l'aggravation considérable en un an du chômage partiel. Celui-ci a été multiplié, selon ces chiffres par 12 en 1974 : il ne touchait début 1974 que 35.000 travailleurs. Dans une branche d'industrie comme la première transformation des métaux, le nombre de travailleurs concernés est passé de 198 à 25.705.

Principaux secteurs touchés, l'automobile où 35% des effectifs sont concernés, le textile (17,4%), la construction électrique (10,5%), la mécanique (5,6%). Il s'agit au premier chef

des secteurs des biens de consommation, où la pratique des réductions d'horaires en dessous de 40 h est quasi systématique. C'est là la conséquence directe du redéploiement de l'économie vers des activités susceptibles de s'affirmer sur le marché mondial, c'est-à-dire les biens d'équipement qu'acquiescent les pays du Tiers Monde.

Pourtant, hormis certains secteurs d'activité concernant les biens d'équipement lourds, le chômage partiel déborde largement le cadre des industries de consommation. Dans la sidérurgie par exemple, les horaires sont réduits et les effectifs baissent globalement. Dans la fonderie, on observe la même tendance, avec parfois des licenciements importants.

Le fait est que le développement du chômage partiel se combine souvent avec un accroissement de la productivité et de l'intensification du travail, et que c'est un bon moyen pour les capitalistes de maintenir et d'accroître leurs profits dans une conjoncture difficile.

Surtout, dans une période où nombre d'entreprises subissent une réduction importante de leur activité, le recours au chômage partiel permet d'éviter les licenciements massifs susceptibles de provoquer des réactions violentes de la classe ouvrière. Certes la bourgeoisie joue en fait sur les deux tableaux. Pour les 11 premiers mois du 1974, 1.145 entreprises ont procédé à des licenciements collectifs qui ont touché 56.658 travailleurs. Mais pour l'essentiel, il s'est agi de licenciements collectifs de relativement faible importance, de fermetures d'usines employant tout au plus quelques centaines d'ouvriers. Et si ces fermetures ont souvent engendré des luttes, la bourgeoisie a tout fait pour les morceler, pour empêcher le développement d'une vaste offensive d'ensemble de la classe ouvrière contre le chômage. Dans les grands bagnes capitalistes à Usinor,

Renault, Rhône Poulenc, la bourgeoisie a développé avant tout le chômage partiel. A Idéal Standard, plutôt que de recourir à 1.500 licenciements, le patron a préféré réduire les horaires de 50%. C'est d'ailleurs souvent un moyen de pression, par la diminution importante des ressources qu'il impose, pour inciter aux départs volontaires. Souvent d'ailleurs s'appuyant sur les ambiguïtés et les ombres de l'accord sur l'indemnisation à 90% du chômage total, les patrons ne se gênent pas pour faire miroiter une illusoire situation meilleure s'ils quittent leur entreprise.

Enfin, et surtout, le chômage partiel est un moyen, qui comporte moins de risques que le chômage total, de la politique de crise de la bourgeoisie. Grâce au chômage partiel, celle-ci s'efforce d'accréditer chez les travailleurs l'idée de la nécessité de consentir des sacrifices. « Nous voulons bien ne pas licencier, mais il faut que vous fassiez vous aussi des efforts » ; disent les capitalistes. Les efforts en question, ce sont souvent l'intensification du travail, les mutations et déclassés consécutifs, adaptés à la restructuration des entreprises !

En fait le développement massif du chômage partiel dans la dernière période ne semble nullement constituer un phénomène passager, transitoire de l'économie. Cela semble être tout le contraire : le fruit d'une politique délibérée de la bourgeoisie. La vérité c'est que la bourgeoisie n'envisage pas pour l'avenir le même type de croissance que par le passé. Le taux de 4,2%, ramené à 3,5 puis 3% apparaît encore comme plutôt optimiste, du fait des réductions importantes d'activité enregistrées dans certains secteurs. Et ce ne sont pas les timides mesures de relance annoncées récemment par le gouvernement, et qui vont encore une fois profiter pour l'essentiel aux industries bien placées à l'exportation, qui vont changer quoi que ce soit en l'affaire.

Voilà en tous cas ce qui ressort des déclarations de divers experts économiques bourgeois. Ceyrac, président du CNPF, affirmait par exemple dans une interview au Nouvel Observateur, la nécessité de recourir à l'avenir au chômage partiel plutôt qu'aux licenciements. Quant à Lionel Stoléru, conseiller économique de Giscard d'Estaing, il trace les grandes lignes de ce qu'il voudrait être la France de demain, dans son livre : « vaincre la pauvreté » où il affirme la nécessité de réviser la notion de plein emploi. Après avoir expliqué la nécessité de « modérer la demande », c'est-à-dire d'organiser la baisse de la consommation des masses, il en vient à celle de « modérer l'offre », c'est-à-dire d'organiser le chômage, par la généralisation du travail à temps partiel en particulier. « En face de « modérer la demande », il y a « modérer l'offre ». « Modérer l'offre, c'est la partie la plus délicate, parce qu'elle concerne le plein emploi. Je ne crois pas qu'il soit possible de modérer l'offre en respectant le plein emploi dans la définition actuelle du plein emploi ». C'est aussi la même optique que traduisent les préoccupations de Chirac, son souci « de mettre en place un système moderne d'indemnisation du chômage partiel ». C'est dans ce cadre que s'inscrit la loi du 3 janvier 1975 qui stipule que les pouvoirs publics pourront subventionner une fraction de la contribution patronale lorsque les entreprises auront renoncé au licenciement collectif au profit du chômage partiel.

Mais cette volonté de déguiser le chômage en institutionnalisant le chômage partiel a les limites des modèles de crise que la bourgeoisie tente de mettre en place : les limites que lui tracent les luttes des travailleurs. Aujourd'hui au Mans, à la Sescosom... les travailleurs refusent le chômage partiel et les sacrifices que veut leur imposer la bourgeoisie, d'autres luttes suivront.

Frédéric MONTAGNET

EVERWEAR. ST QUENTIN : "ON OCCUPE, ON VEND, ON SE PAIE"

Depuis le 10 février, les deux cents ouvrières d'Everwear, entreprise de textile de St Quentin occupent leur usine jour et nuit. C'est la réponse qu'elles ont donnée à la bourgeoisie et à son chantage à la crise à la suite de l'annonce en Comité d'Entreprise, le 8 février d'un « licenciement collectif général ».

En effet les ouvriers refusent de s'apitoyer sur le sort de cette multinationale dont elles dépendent (le groupe Vantona est implanté dans 76 pays avec 400 usines).

Quand on voit les bâtiments neufs construits sur la zone industrielle de St Quentin, quand on sait que Everwear St Quentin fournissait la plus grande partie du marché des couvre-lits des entreprises de vente par correspondance (La Redoute etc...), on ne peut admettre « la politique de crise » de la bourgeoisie.

ELLES OCCUPE, ELLES VENDENT, ELLES SE PAYENT.

Pour tenir dans leur lutte, pour renforcer leur unité, face à un patron et à un syndicat à sa botte qui font les sourds, les ouvrières ont pris l'initiative de relancer la production, utilisant d'abord les chutes pour confectionner des napperons, puis reprenant la production de couvre-lits depuis le 25 février.

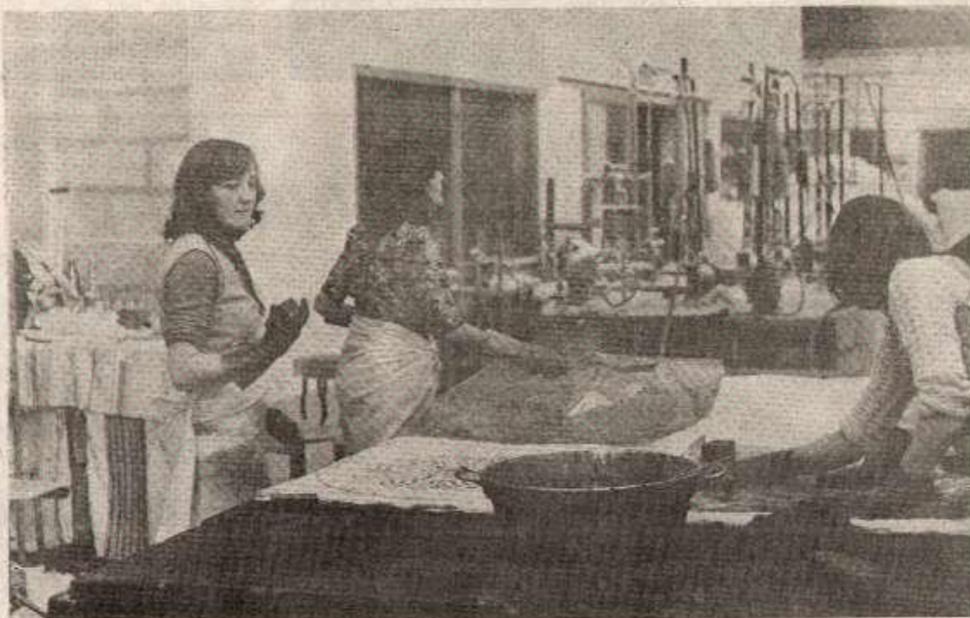
Non seulement c'est un moyen de se payer (et la paye qui au départ était de 150 F. par semaine est maintenant de 500 F. soit 100 F. par jour de présence). Mais en reprenant la production, les ouvrières veulent « rester des hommes en ne devenant pas des demandeurs d'aumône au bureau de chômage », ils veulent « par l'action, dénoncer les agissements d'une société capitaliste qui ne voit que le profit, la machine, la production ».

D'autre part, elles ont là un excellent moyen d'organiser un réseau de solidarité et de soutien à leur lutte par l'extension des ventes de soutien. (Dans toute la Picardie et même sur Paris et le Nord).

Par leur participation directe à des « ventes sauvages », elles popularisent de façon concrète et efficace leur lutte.

UNE ORGANISATION DEMOCRATIQUE DE LA LUTTE.

L'ensemble de ces tâches (production, popularisation...) qui exigent la prise d'initiatives



Contre les licenciements, les ouvrières d'Everwear occupent l'usine et ont repris la production.

importantes n'a été possible que par l'organisation que se sont donnée les travailleurs. Assemblée générale quotidienne, où l'on débat à fond des problèmes, pour que leur application soit effective et collective.

Sous l'impulsion de la CFDT, les travailleurs se sont donné une direction représentative, le Comité de grève, et se sont organisés en commissions (popularisation, entretien, restaurant, vente...).

Ils échangent leur expérience avec les travailleurs d'Annonay, Lip, par des contacts directs. Le samedi 22 mars les travailleurs d'Everwear ont envoyé une forte délégation des leurs à Besançon.

La prise en main de la lutte par les travailleurs n'est évidemment pas du goût de tout le monde dans une région où le chômage est important. Ainsi, les révisionnistes du P « C » F et ceux qui sont dans la CGT critiquent la reprise de la production à l'usine, ils refusent de s'associer à un meeting de soutien hors de St Quentin (à Amiens, ils refusent de s'associer à un meeting de soutien de la CFDT), à St Quentin, ils

s'efforcent de noyer la lutte active des Everwear et leur mot d'ordre de « maintien de l'emploi sur place » dans des actions démobilisatrices et vagues contre le chômage et pour la relance de l'activité de l'économie capitaliste. Toutes ces manœuvres commencent à être perçues clairement par les ouvrières qui voient de plus en plus que les révisionnistes du P « C » F et de la CGT se situent dans le camp de la bourgeoisie.

Bourgeoisie qui ne reste d'ailleurs pas inactive, puisque « sa justice » vient de décider de faire expulser l'entreprise à partir du lundi 24 mars.

Seul le rapport de force, la détermination et l'unité des travailleurs d'Everwear, le soutien et la popularisation de la lutte permettront de mettre en échec ce plan répressif et provocateur de la bourgeoisie.

Everwear doit vivre !
Everwear vivra !

(le 22.03.75 Correspondant)

IMPRIMERIE AGP MAZARINE 4ème semaine de grève avec occupation

Depuis le vendredi 28 février, les travailleurs de l'imprimerie A.G.P. Mazarine sont en grève et ils occupent leurs ateliers depuis le lundi 3 mars, pour lutter contre 9 licenciements.

Ces licenciements « pour motif économique », d'après le patron, visent en réalité la section syndicale CGT qui est particulièrement combative.

Dans la nuit du mardi 4, les travailleurs ont bloqué la porte de communication entre bureaux et ateliers pour empêcher les cadres de venir faire pression sur certains grévistes. Pour avoir leur paie de février que le patron tardait à leur donner, les travailleurs sont allés en manifestation dans les bureaux. Ils ont eu immédiatement satisfaction, mais le patron a mis sur le même chèque la paie de février et l'indemnité de licenciement, ce qui fait que les travailleurs « licenciés » ne peuvent pas toucher leur paie de février sinon ils acceptent leur licenciement. Le mardi 18 mars a eu lieu une commission de conciliation entre les délégués du personnel et le patron. Ce dernier a maintenu tous les licenciements.

Après l'échec de la commission de conciliation, les travailleurs ont décidé d'occuper les bureaux. En effet depuis le début de la grève le patron, pour garder sa clientèle, faisait faire des travaux en sous-traitance ; les travailleurs ont pris soin de ranger les dossiers de fabrication dans leurs ateliers... Le mercredi 19 mars, la direction envoie la police pour faire évacuer les locaux ; les travailleurs font entrer le commissaire, lui font « visiter » l'usine pour qu'il voit qu'il n'y a aucune dégradation et le reconduisent à la porte. Immédiatement ils préviennent de nombreuses usines de la région (Chauffour, Montsouris, Victor Michel, Aker...) où les travailleurs débrayent et viennent manifester contre l'intervention de la police. Le jeudi 20 mars, 6 travailleurs sont convoqués devant les référés, où il leur a été demandé d'évacuer les bureaux.

Les travailleurs ont pris en main la popularisation de leur lutte, avec tracts, collectes sur les boîtes et marchés de la région.

La lutte continue.

NON AUX LICENCIEMENTS.

Le 23 mars. Correspondant CACHAN.

en hommage aux 42, manifestation à la fosse 3

Voici trois mois, Liévin enterrait ses morts, les 42 mineurs tués à la fosse 3. C'était un enterrement pour ces messieurs, pas pour les mineurs, disaient les camarades, les proches des victimes. Sous les caméras de la télévision qui retransmettaient dans tout le pays, ces messieurs des Houillères et du gouvernement, qui empêchaient les mineurs d'approcher les cercueils des 42, voulaient par leurs discours, faire oublier leur responsabilité. Ils voulaient obtenir la résignation chez les mineurs.

Hier, en défilant dans les rues de Liévin, mineurs, travailleurs d'autres corporations, venus en délégations, ont dit non, non à la résignation. La classe ouvrière n'oublie pas, elle n'oublie pas les siens tués par l'exploitation capitaliste et elle les vengera.

« Houillères, assassins, nous vengerons les 42 ! », « Accidents du travail, crimes du capital ! » : il est presque midi lorsque, sous une pluie fine, le cortège s'ébranle dans les rues de Liévin.

Dans cette petite ville dont plus de la moitié est la propriété des Houillères, plus de 1.500 personnes manifestent en remontrant lentement la rue, qui depuis l'avenue Jean-Jaurès, l'artère principale, conduit près de la fosse 3.

Mineurs du bassin, mineurs de Faulquemont, mineurs aussi de la Mure, dont une banderole rappelle : La Mure 1971 : 8 morts, Houillères, assassins !. Les mineurs de Montceau-les-Mines en tête, puis des ouvriers de la sidérurgie, du textile, du bâtiment, des cheminots de l'Est, des employés des postes, des travailleurs des hôpitaux...

Beaucoup de visages marqués par de longues années d'exploitation, beaucoup de jeunes aussi. Certains, handicapés physiques à cause des conditions de travail et de la médecine du profit, ont tenu à être dans la manifestation.

Lorsque les manifestants entonnent l'Internationale, des gens sur les trottoirs s'arrêtent, une vieille femme lève le poing. Plus loin, au café, « Chez Vidocq » où des mineurs du 3 se retrouvaient souvent, les gens sortent pour saluer la manifestation, des mineurs en voiture s'arrêtent et se découvrent.

C'est devant le portail de la fosse 3, donnant sur une place encadrée par des corons que s'arrête la manifestation. Ici, sur ce portail, le 27 décembre, la direction avait fait écrire seulement, sagement ces mots : « les corps des victimes sont à la mairie. Les ouvriers de la fosse 3 doivent se présenter à la fosse 4 pour y être occupés. Voir le placement du personnel qui est affiché à la lampisterie de la fosse 3. ». Devant ce portail, où les femmes des accidents, se pressaient pour avoir des nouvelles, un seul cri retentit : « Houillères assassins, nous vengerons les 42 ! ». Au fur et à mesure que le cortège parvient devant l'entrée de la fosse, les gens se regroupent autour des camarades de la commission qui vont sceller une plaque commémorative : « A la mémoire des 42 mineurs envoyés à la mort le 27 décembre 1974, la commission populaire d'enquête ». La Commission et le Parti Communiste Révolutionnaire déposent chacun une gerbe de fleurs.

Puis une minute de silence est observée par tous ceux qui sont rassemblés ici. Visages graves, crispés, parfois au bord des larmes, poing levé : le souvenir des camarades renforce la volonté de lutter contre un système où seul compte le profit. Au nom des 42, des mineurs saluent chaleureusement cette manifestation. Pour eux, que les Houillères et la bourgeoisie cherchent à isoler en disant qu'ils sont « une corporation à part », la présence ici, devant le lieu de la catastrophe, d'aussi nombreux travailleurs de branches différentes est un grand encouragement pour la lutte dans les mines.

La manifestation s'achève après un appel à se retrouver tous au Tribunal Populaire.

Mais on ne se sépare pas, on redescend vers le centre de Liévin, en formant presque un nouveau cortège, en reprenant les mots d'ordre, contre les Houillères, contre le Capital.

Mais on ne se sépare pas, on redescend vers le centre de Liévin, en formant presque un nouveau cortège, en reprenant les mots d'ordre, contre les Houillères, contre le Capital.

Mais on ne se sépare pas, on redescend vers le centre de Liévin, en formant presque un nouveau cortège, en reprenant les mots d'ordre, contre les Houillères, contre le Capital.

Mais on ne se sépare pas, on redescend vers le centre de Liévin, en formant presque un nouveau cortège, en reprenant les mots d'ordre, contre les Houillères, contre le Capital.

Mais on ne se sépare pas, on redescend vers le centre de Liévin, en formant presque un nouveau cortège, en reprenant les mots d'ordre, contre les Houillères, contre le Capital.

LIEVIN : 2.500 TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITAL ASSASSIN

2.500 participants dont plusieurs centaines de mineurs ainsi que leurs familles ont participé activement au Tribunal Populaire de Liévin. Trois mois après la « catastrophe », crime du capital qui coûta la vie à 42 mineurs de la fosse 3, la Commission Populaire d'Enquête présentait les conclusions de ses travaux. « Il n'y a pas de fatalité, la vérité, la preuve de la responsabilité des Houillères, c'est à nous de les apporter... »

Au lendemain même de la mort des 42, les premiers témoignages accablants pour les Houillères étaient réunis. Rescapés, sauveteurs, camarades de travail et des dizaines de travailleurs et de jeunes du Nord mobilisés dans la Commission Populaire d'Enquête, soutenue par notre Parti, recueillent patiemment tous les éléments qui allaient constituer l'acte d'accusation des Houillères, du système capitaliste, responsable fondamental de l'absence de sécurité. Dans toute la France, des Comités de soutien popularisent le travail de la Commission, des travailleurs du bâtiment, de la chimie, de la sidérurgie... envoient des témoignages sur des accidents de travail et des maladies professionnelles dans

leurs branches. Des médecins, des ingénieurs se mettent au service de la Commission. Et dès la troisième réunion, la Commission Populaire d'Enquête décidait de tenir un Tribunal Populaire.

Dès 14 h, la foule commençait à entrer dans le hall du cinéma Apollo. Les délégués des Comités de soutien mettent la dernière main aux panneaux qui dénoncent le salaire au rendement, la course aux profits, l'absence de sécurité... Au bas les signatures : Piron, Michelin, Simflex. Au stand du GIS un panneau rappelle la lutte des travailleurs de Penarroya...

Des discussions s'engagent. Souvent c'est au cours de repas, toute la manifestation, que les premiers contacts se sont noués ; ainsi ces mineurs de la Mure et de Bruay qui discutent entre eux comme si ils se connaissaient depuis toujours, tant leurs expériences de travail et de lutte se rejoignent.



De la grande salle, on entend des chants de la Commune... Il est 14 h 30, le Tribunal va commencer.

A la tribune : des mineurs de Montceau, de Faulquemont, de la Mure, de Bruay, de Liévin, un médecin, une ouvrière du textile...

Le camarade qui préside le tribunal lit alors la liste des 42 mineurs assassinés par le Capital, le 27 décembre dernier. Debout, le poing levé la salle observe une minute de silence.

Les interventions des camarades de Montceau et de Faulquemont ouvrent le Tribunal. Ce dernier rappelle la grève de 71, l'occupation des puits et de la direction générale. « Ce n'est pas la mine qui est maudite... on a besoin de charbon... il faut lutter, s'opposer aux fermetures. »

La salle scande « Faulquemont vivra ».

Un camarade de la Commission prend alors la parole et retrace l'activité de celle-ci. « nous avons fait l'enquête avec les masses, aujourd'hui nous en rendons compte devant vous » soulignant ainsi le fait que ce Tribunal n'aurait pas été possible sans la mobilisation active de centaines de travailleurs, au premier rang desquels les mineurs.

« C'est cette mobilisation qui a permis de lutter contre les menaces et les multiples pressions des Houillères et de la police, c'est cette mobilisation, ce soutien qui s'est matérialisé par 1.500 signatures sur le bassin et plus de 10.000 en France, qui permet aujourd'hui à des dizaines de mineurs de prendre la parole... au Tribunal Populaire de se tenir ».

A gauche de la tribune un camarade, ingénieur des Mines com-

mente les diapositives projetées sur l'écran représentant le quartier des Six Sillons où les 42 sont morts. Dans la salle, de nombreux travailleurs prennent des notes, tous suivent attentivement les explications qui démontent point par point les arguments des Houillères et de la presse réactionnaire qu'un camarade lit de la tribune. Et lorsque à plusieurs reprises, le cynisme des Houillères apparaît de manière insupportable les murmures se transforment en injures et sifflements et le mot d'ordre « Houillères, assassins ! » répondra à ces déclarations provocatrices.

Qu'on en juge (déclaration de Hecquet, président des Houillères du Nord) :

« Au moment où j'approche du terme d'une carrière presque exclusivement consacrée à la mine, je suis heureux et fier d'avoir dirigé une entreprise qui est peut-être l'un des premiers bastions de ce pays où le mot « commandement » conserve encore un sens, d'avoir commandé ces hommes pour qui la qualité de la vie, c'est d'abord l'amour de leur métier. »

A côté des explications montrant que « l'ensemble des conditions étaient réunies pour provoquer l'accident », comme le dira un membre de la Commission, de nombreux témoignages, recueillis lors des réunions de la Commission Populaire étaient lus. Tous courraient à l'accusation des Houillères : aération insuffisante et mal adaptée, peu ou pas d'arrosage, des safflans qui ne marchent pas, un seul gazier au lieu de deux... L'acte d'accusation pouvait être dressé et la salle unanime condamnait les Houillères.

« C'est bien souvent comme cela que ça se passe aussi chez nous... Tout ce qui a été démontré c'est vrai et puis c'était bien argumenté » nous dira un mineur de la Mure à la fin du Tribunal.



Pendant l'inter interruption de séance nous allons discuter avec les femmes des victimes assises au premier rang. « le Tribunal c'est juste... il fallait dire la vérité... peu de gens connaissent le travail à la mine... aujourd'hui ce qui a été dit c'est la vie de mineur... c'est tous les jours qu'une femme de mineur a peur, quand son homme est en poste... on n'est jamais sûr de le revoir... les Houillères c'est des assassins, des assassins... » la voix est saccadée, le visage marqué par des années d'angoisse quotidienne. « La mine c'est terrible, mais ici, il y a des ouvriers, des gens comme moi... dans les usines aussi il y a des morts. »

« Moi je travaille à Usinor, ajoute un jeune assis à côté, 73 morts en 12 ans... on ne va tout de même pas demander de fermer toutes les usines... »

La salle est à nouveau comble, les camarades de la CPE, auxquels s'est joint un camarade italien de Fiat, reprennent leur place à la

Tribune. Le camarade qui préside la CPE donne la parole au PCR (ml). Dans son intervention, le camarade dénonce le capitalisme qui « exploite la sueur et le sang des mineurs », le salaire au rendement, la soif de profit. « Non ce n'est pas la mine, le travail de mineur qui doit disparaître. C'est le capitalisme qui est périmé, c'est le capitalisme qui doit mourir. Il y en a assez d'une société où une minorité de capitalistes imposent leurs lois, disposent du travail, de la santé, de la vie de millions de travailleurs. »

De vifs applaudissements l'interrompent. « Le charbon, la mine, le pays en aura besoin quand nous aurons fait la révolution. Quand la France sera socialiste, quand la classe ouvrière et le peuple auront instauré leur nouveau pouvoir. » La salle unanime applaudit et scande « une seule solution, la révolution ». « Parce que la France socialiste refusera de se soumettre aux superpuissances impérialistes, refusera de se joindre au pillage

des peuples et pays dominés. Parce que la France socialiste construira son économie de façon indépendante... Alors les mineurs décideront eux-mêmes de l'organisation de leur travail, organiseront eux-mêmes le système de sécurité dans les mines ». Le camarade dénonce alors ceux qui ont vraiment essayé de démobiler les mineurs, de laisser sans réponse l'assassinat de 42 des leurs, ceux là même qui alors qu'ils étaient au pouvoir en 1948 envoyaient les CRS contre les mineurs en lutte : les soi-disant « communistes » et « socialistes » du P.C.F. et du P.S. Il appelle les mineurs à venir construire avec nous un Parti nouveau. « Oui, nous faisons confiance à l'énergie révolutionnaire des mineurs... Camarades mineurs, venez construire avec nous le Parti nouveau, dont a besoin notre révolution. Ce Parti, c'est le vôtre. Dans les fosses, dans les corons, il doit devenir l'âme et le moteur de tous ceux qui déjà sont prêts à se battre. Ensemble nous vaincrons ».

Un tonnerre d'applaudissements salue cette intervention.

« Mon mari, il n'ose pas parler au micro, mais moi je sais comment il est quand il rentre du travail, je peux témoigner » comme cette femme chaleureusement applaudie, des dizaines de travailleurs vont venir à la tribune ou de la salle même, témoigner contre les accidents du travail, la fatigue, les maladies professionnelles. Tous crieront leur haine, de ce système qui assassine et mutile, chaque année, des milliers de travailleurs, tous dénonceront le capitalisme.

« J'ai quitté la mine à cause de ma santé et de mes enfants » dira cet ancien mineur, reconverti à Usinor Dunkerque. « Usinor, il ne

se passe pas de jour sans qu'il y ait un accident... on n'a plus d'habits, plus de beefsteak pour manger, pas moyen d'élever les enfants... on a des traites à payer, on ne s'en sort plus... Tout seul on ne peut rien faire, ce qu'il faut c'est une révolution contre les patrons et tous les capitalistes ». D'une seule voix la salle scande « une seule solution, la révolution ! »

A la tribune, les messages de soutien affluent et il sera impossible de les lire tous, faute de temps.

« Nous luttons contre les accidents et les mauvaises conditions de vie imposées aux travailleurs sous l'unionisme. Mais nous sommes conscients que cette lutte n'aboutira que lorsque l'armée bourgeoise aura été détruite et remplacée par l'armée du peuple », la lecture de ce message des soldats marxistes léninistes de la Valbonne suscite un tollé d'applaudissements.

SUITE PAGE 6

Les témoignages se succèdent... Une femme d'une quarantaine d'années s'avance et prend le micro : « Je suis membre du P.C.F. J'estime de mon devoir d'apporter mon soutien au Tribunal Populaire. Ceux qui n'ont pas riposté et ne font rien ont tort... je n'en dirai pas plus... » (tonnerre d'applaudissements dans la salle qui scande « une seule solution, la révolution »).

Cette femme, venue au Tribunal Populaire avec son mari et ses trois enfants nous a expliqué malgré son émotion pourquoi elle tenait à apporter son soutien. « Je suis d'accord avec votre initiative et tout ce qui a été démontré à la tribune est vrai. C'est important pour tous les travailleurs que ce tribunal ait pu se tenir... On nous parle toujours de « gauchistes » qui « veulent tout casser », ce truc là, ça ne prend plus. Tiens lors de la lutte du Crédit Lyonnais où je travaille, je me suis fait traiter de « gauchiste » tout simplement parce que je participais activement à la lutte. Ça doit être aux travailleurs de diriger les syndicats... ce n'est pas toujours le cas. Tous ces messages et ces interventions de nombreuses sections CGT et CFDT pour soutenir les mineurs montrent qu'il faut une riposte d'ensemble... » Son mari intervient : « Pour ce qui est de la révolution ce n'est pas encore très clair pour moi, mais en ce moment on est bien obligé de se poser des questions... Lip, Piron, et puis le Chili... au P.C.F. il y a beaucoup de travailleurs qui s'interrogent... » Voilà pourquoi on n'a pas hésité à venir au Tribunal » ajoute sa femme.

Ces deux pages ont été réalisées par Pierre MOREL et Jean-Paul GAY

contre le tribunal populaire, houillères et révisionnistes conjuguent leurs efforts

La conscience d'avoir été trahis, « roulés » par les partis de gauche comme par les partis de droite, depuis 1945, a amené chez les mineurs le scepticisme, l'idée comme quoi la lutte n'était plus possible. L'intervention régulière de la Commission Populaire d'Enquête, à l'initiative de notre Parti sur les fosses, depuis la « catastrophe » de Liévin, la participation de nombreux mineurs à la dénonciation publique des Houillères dans le cadre de la commission, les discussions organisées par notre Parti avec les mineurs sur la lutte à mener au-delà du Tribunal Populaire ont commencé à mettre en cause ce scepticisme.

Cela explique l'agitation inhabituelle du P.C.F. à la sortie des puits, cette semaine, ceci uniquement dans le but d'empêcher la participation au Tribunal Populaire, alors que ce parti, à depuis la mort des 42 à la fosse 3 de Lens, observé un silence remarquable sur les luttes à mener pour la sécurité dans les mines, une telle « activité » a été mal prise par les mineurs.

Mardi aux fosses 4,6 et 7, c'est-à-dire des fosses où la Commission Populaire est intervenue régulièrement depuis 3 mois, c'était la diffusion « en grand » de « Liberté ». Avec à la 4, de Lens, Barrois (un des chefs de la fédération CGT du sous sol) venu lui-même diffuser avec 2 délégués CGT : vendant « Liberté » comme des savonnettes : « l'as pas 1 F. Tu vas bien acheter le journal », leur objectif était que chaque mineur sorte avec un « Liberté » dans les mains. Mais le succès n'était pas « énorme » : les arguments révisionnistes tels que : « Ne signez pas, vous signez votre arrêt de mort » n'étaient guère convaincants pour les mineurs qui signaient la pétition pour le Tribunal. A la 6 de Bruay, les diffuseurs de « Liberté » s'étaient munis d'appareils photographiques se mitraillant à qui mieux mieux pour, une belle photo dans « Liberté » comme si les mineurs étaient « avec eux ».

Jeudi : un tract signé de la CGT dénonçant « l'agitation stérile et irresponsable » de la Commission d'Enquête n'a pas du tout reçu l'accueil escompté par ses auteurs. A la 4, où certains habitants de Lens avaient déjà acheté des vignettes de soutien au Tribunal Populaire les mineurs s'arrêtaient pour prendre l'appel de la Commission et le tract du Parti Communiste Révolutionnaire : « Merci camarade... vous avez raison ». Le tract grossier des révisionnistes lui n'était pas lu et jeté par terre « qu'est-ce qu'ils viennent nous casser les pieds ! ».

A la veille du Tribunal Populaire, face aux mineurs largement sensibilisés à l'idée que la Commission Populaire allait dire publiquement la vérité, que cette fois, les responsabilités de « l'accident » ne pourraient pas être étouffées comme avant, l'agitation des responsables du P.C.F. a été parfaitement stérile.

En participant au Tribunal Populaire de Liévin, samedi, en participant depuis près de 3 mois aux travaux de la commission d'enquête, en dénonçant publiquement l'absence de sécurité au fond des puits aussi bien que la médecine des Houillères et les conditions de logement dans les corons, les mineurs ont montré qu'ils n'acceptaient plus leur sort sans rien dire. C'est une première victoire remportée par les mineurs sur les Houillères, une victoire importante car les Houillères cherchent à maintenir un climat de peur, à diviser. Les mineurs l'ont dit, ces procédés ne sont pas nouveaux : au fond, les déplacements pour essayer de rompre la solidarité des mineurs, les amendes, les punitions, ou les offres pour devenir porcin : « si tu ne te fais pas remarquer, tu as tes chances » ; au jour, dans les corons, ce sont les gardes, les assistants sociales des Houillères, l'« éducation surveillée » qui contrôlent les mineurs. Dans la dernière période, au fur et à mesure que se rapprochait l'échéance du Tribunal Populaire, la direction des Houillères, tout en prenant des mesures de sécurité pour essayer de prévenir la colère des mineurs, a renforcé ses procédés habituels. Ajoutant à cela, les Houillères n'ont pas hésité à recourir à des agissements plus directs contre la Commission Populaire d'Enquête pour tenter d'intimider les mineurs :

« La semaine dernière, mardi, à la sortie de la cokerie de Drockourt où 3 ouvriers avaient été tués début février, un ingénieur des Houillères a foncé avec sa voiture sur le trottoir contre un camarade qui distribuait l'appel au Tribunal Populaire.

« A Angres, près de Liévin ; un employé des Houillères pour les constructions du jour a révélé que la direction l'avait chargé, dans le cadre de son poste de travail... de décoller les affiches du Tribunal Populaire.

« Chaque fois, aux sorties des fosses, ce sont les gardes qui appelaient les fourgons de police en renfort.

« Dans leur lutte contre les Houillères, les mineurs sont aussi confrontés :

« à l'appareil policier de la bourgeoisie :

cette semaine, à la veille du Tribunal Populaire, les opérations « coups de poing » se sont multipliées sur Lens, barrages, contrôles d'identité... Ajoutons à cela les provocations : samedi, une demi-heure avant que s'ouvre le Tribunal, une descente de police avait lieu salle Apollo, il y aurait eu une alerte à la bombe...

« ... et à ses plumeaux : pas un mot, pas un dans toute la presse régionale, de la « voix du Nord » à « Liberté », sur la Commission Populaire et l'appel au Tribunal Populaire qui devait rassembler 2.500 travailleurs.

« La presse régionale n'a par contre pas hésité un instant à publier jeudi un long communiqué des responsables de la CGT des mines du Nord Pas-de-Calais qui attaquaient grossièrement les travaux de la Commission Populaire.

« La Commission a réagi aussitôt en transmettant une mise au point sur sa véritable activité aux journaux régionaux. Lesquels journaux, « la voix du Nord » très liée aux Houillères, « Nord-Matin » et « Liberté du Parti » Socialiste et « Communiste », ont refusé en chœur.

« Tous ces moyens mis en œuvre par les capitalistes n'auront pas empêché le succès du Tribunal Populaire, avec la participation des mineurs.



Pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

Nom.....
Prénoms.....
Profession.....
Adresse.....
1 an 250 F 3 mois 80 F
6 mois 150 F 1 mois 30 F

cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyer le F.R. BP 161. 75864 Paris Cedex 18

le verdict du tribunal populaire

La Commission Populaire d'Enquête accuse les Houillères d'être responsables de la mort des 42 camarades du quartier des Six Sillons pour les raisons principales suivantes :

- 1° Maintien d'un état de risques d'accumulation de grisou et de la poussière
- 2° Absence de contrôle de la teneur en grisou dans les endroits les plus dangereux
- 3° Pratiquement inexistence d'arrêts-barrage dans le quartier (puisque les quelques rares qui étaient posés n'ont pas fonctionné).

Cette absence de sécurité n'est pas seulement imputable à quelques boucs émissaires (ceux que l'enquête est prête à inculper). Il est presque certain que tel ou tel ingénieur n'a effectivement rien fait pour modifier cet état de fait ; mais l'absence de sécurité au quartier des Six Sillons, qui est générale dans toutes les fosses du Bassin et de tout le pays, cette absence de sécurité s'inscrit dans la politique générale des Houillères d'intensification du travail, de course au rendement. Elle s'inscrit aussi plus particulièrement dans la politique actuelle de relance partielle qui se traduit notamment par la réouverture d'anciens quartiers sans que les investissements correspondants soient faits en matière de sécurité.

Cette absence de sécurité, elle s'inscrit dans la logique du Capital la loi du profit.

LIEVIN : 2.500 TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITAL ASSASSIN !

SUITE DE LA PAGE 5

De la tribune, un ancien mineur de Bruay, prend alors la parole au nom de l'« association de Défense des Mineurs Silicosés ». « Les médecins des Houillères transforment chaque jour la silicose en bronchite, en asthme ou même en tuberculose... Leur serment d'Hypocrate, c'est le serment d'hypocrisie... On se bat depuis 4 ans et

c'est avec vous qu'on y arrivera ». « On nous cache parce que nous sommes le témoignage vivant et gênant de ce que cette société fait de nous », c'est un travailleur handicapé qui parle au nom du Comité de Lutte des Handicapés. Son intervention est attentivement écoutée, c'est que dans les mines, mais aussi dans tous les bagnes capitalistes, chaque année, des milliers de travailleurs sont mutilés.

« Aucune éducation n'est faite, on nous envoie au fond avant

même de connaître les consignes de sécurité... Et pour les immigrés c'est encore pire, car ils ne parlent pas la langue, mais aujourd'hui les immigrés ne sont plus seuls », c'est un jeune mineur de la fosse 4, licencié récemment, qui parle au nom de la jeunesse des corons. En effet, des dizaines de travailleurs immigrés sont venus au Tribunal dont de nombreux mineurs.

Nous en avons vu sortir à l'interruption de séance, et revenir avec 5 de leurs camarades qu'ils étaient allés chercher. Plusieurs viendront témoigner dont un Tunisien en bleu de travail « je suis sorti du boulot et j'ai eu juste le temps de monter dans le car », un Marocain qui nous dira à la sortie « avec l'assassinat de Laid Moussa à Marseille on s'attend à de nouveaux attentats racistes. C'est pourquoi j'ai tenu à venir témoigner... je sais qu'une autre société est possible, qu'il va falloir se battre et ce combat il faudra que nous aussi on y participe... »

« Nous avons licencié notre patron le 13 décembre », c'est la délégation des travailleurs de Piron-Bretoncelles qui apporte son soutien au Tribunal. « Bretoncelles vivra » scande la salle en applaudissant.



Ces témoignages, cette mobilisation active des mineurs, de femmes, de travailleurs immigrés, ces délégations venues de dizaines

d'usines, PIRON, LIP, SOLMER, MICHELIN..., des PTT, de la SNCF, des hôpitaux..., cette participation militante de médecins et d'ingénieurs se mettant au service des mineurs, tout cela a permis le succès du Tribunal Populaire. Au lendemain même de la catastrophe, la participation active de notre Parti à la Commission Populaire d'Enquête et à la préparation du Tribunal, et l'écho rencontré, montrent qu'aujourd'hui les travailleurs se posent effectivement et très concrètement la question d'un Parti de type nouveau, d'un Parti capable de répondre à leurs aspirations révolutionnaires, de prendre appui sur elles pour forger la théorie de notre révolution et avancer vers le socialisme. Construire ce Parti de type nouveau, c'est poser de manière nouvelle la relation parti-masses, de ce point de vue, « l'interruption autoritaire des camarades ne peut pas simplement être justifiée par des questions d'horaires... » nous disait un camarade en faisant son autocritique sur ce point... « Il faut nous débarrasser de toute arrogance, et nous comporter en tout point en serviteur du peuple ».

Malgré les multiples pressions des Houillères et de la police, c'est avec un courage certain que de nombreux mineurs ont dénoncé publiquement les Houillères comme responsables de l'assassinat de leurs 42 camarades. Malgré la campagne de démobilisation orchestrée par les révisionnistes du P(C)F à un moment où la classe ouvrière s'appête à affronter, dans la lutte,

la politique de crise de la bourgeoisie mais où un vaste mouvement n'est pas encore engagé, le Tribunal Populaire montre qu'il est possible de lutter. Il est possible de lutter contre les Houillères, il est possible de lutter contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Aussi le Tribunal Populaire ne sera pas sans lendemain, il trouvera son prolongement dans la lutte quotidienne des travailleurs pour la sécurité, pour de meilleures conditions de travail.

« Tous ceux qui parlaient c'est des gens qui avaient vécu. Un rassemblement comme aujourd'hui, ça va aider à la prise de conscience. On voyait vraiment vivre les Comités de soutien. Ça bougeait... je ne pourrais pas rester inactif après avoir vu ça » nous déclarait un jeune mineur venu de Montceau.

Grâce au travail des Comités de Soutien venus de toute la France, il déborde déjà largement le cadre de Liévin, des Houillères : c'est toute l'organisation capitaliste du travail qui a été remise en cause, c'est l'aspiration à une autre société qui s'est manifestée tout au long de cette journée, où tous ceux à qui le capitalisme dénie le droit de s'exprimer, ont pris la parole : mineurs, immigrés, femmes, handicapés... « Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans » a scandé la salle alors qu'un jeune fils de paysan, terminait son intervention « une seule solution, la révolution », ces mots d'ordre traduisent l'aspiration à une autre société, à une société socialiste.



A l'entrée, des panneaux avec photo retraçant la lutte des mineurs contre la médecine des Houillères, la lutte des travailleurs de Piron contre les licenciements.

2ème liste des signatures de l'appel au Tribunal Populaire

Deuxième liste de signatures à l'appel pour le Tribunal Populaire de Liévin (ces noms nous sont parvenus trop tard pour figurer dans la première liste publiée).

ANCINEL L., comédien
ARNOUX M.
AUBRY O., médecin
AVRON Ph., comédien
BAFFRAY J., journaliste
BARBIER M., docteur
BERTOLINO, cinéaste
CAMUS R.P.
CASALIS G., professeur de théologie
CHANTEREAU P., psychiatre
CHASSAING V., chirurgien
Comité de Lutte des Handicapés
DE FIEMINVILLE J., docteur
DEVOS M.
FAESSEL J.L.
FARKAS J.P., journaliste
GOUGAUD Henri, chanteur
HERVEY N., docteur
HOF Gérard
HOMER J., médecin
JOVANNET P., docteur
KAHER, dessinateur

LAMBERT B., paysan
LEBLANC G., cinéthique
LEGER A., cinéthique
LE GONIDECH H., professeur
LEROY M.C., pédiatre
MAHEO P., comédien
MONS N., comédienne
MOREAU J.P., comédien
MORIN Ivan, psychanalyste
NOUGARO C., chanteur
PERIER J.L., cinéthique
PERRIN G., journaliste
PONS D., journaliste
RETTING Inge, instituteur
ROSENBERG Reiner, docteur
STEFFLER F.
STIRNEMANN J.R., docteur
TERZIC M.
ULRIC M., comédien
VERDIER J.P., chanteur
VIRET M., docteur
WALTER, librairie-bazar - Strasbourg.

accidents du travail, maladies professionnelles DE TOUTE LA FRANCE, LES TRAVAILLEURS ONT TEMOIGNE AUX 2 COLLOQUES DU MATIN

Précédant la manifestation et le Tribunal Populaire, 2 colloques, l'un sur les accidents du travail, l'autre sur les maladies professionnelles, se sont tenus samedi matin au foyer Albert Camus de Liévin. Chaque colloque s'est déroulé avec la participation de plusieurs centaines de travailleurs, de jeunes venus de toute la France.

Véritables dépositions pour le Tribunal Populaire, les interventions au cours de ces colloques ont fourni de nombreux éléments mettant en évidence de façon concrète et systématique les conséquences néfastes de l'organisation capitaliste du travail et de la vie sur la santé des masses populaires.

Au colloque sur les accidents du travail, citons notamment les témoignages d'ouvriers de Brandt, du bâtiment, etc... des mineurs de la Mure qui ont dénoncé la formation professionnelle très insuffisante des jeunes mineurs qui renforce le manque de sécurité au fond de la mine. Le salaire au rendement, dans les mines et dans toutes les branches d'activité, a été vivement dénoncé comme une arme du capitalisme pour imposer l'intensification du travail.

Au colloque sur les maladies professionnelles, les mineurs présents ont condamné le scandale de la silicose et la médecine des Houillères. A cette occasion, les médecins du

groupe Information Santé (G.I.S.) ont apporté leur appui pour la constitution de dossiers de contre-expertises qui serviraient aux luttes de masses que les mineurs engageront contre le truquage des taux.

Des témoignages sur l'industrie chimique, ont montré à quel point les normes les plus élémentaires de sécurité par rapport aux quantités de produits toxiques respirés ou manipulés, étaient bafouées au nom du profit.

Le colloque a souligné que la dégradation non seulement des conditions de travail mais de toutes les conditions d'existence, dégradation provoquée par la recherche du profit capitaliste, engendre notamment, tandis que le nombre d'enfants prématurés s'accroît avec la fatigue de plus en plus grande, la vie de plus en plus trépidante imposée à la femme travailleuse.

Des dossiers préparés pour le Tribunal Populaire sur divers aspects de la santé ont été rassemblés. Ce sont d'importants matériaux qui ont été ainsi réunis par le Tribunal Populaire pour une dénonciation plus complète du capitalisme monopoliste d'état. Ils pourront servir à la préparation d'Assises sur la santé avec la participation de médecins, de travailleurs de la santé qui se mettent au service de la lutte révolutionnaire des travailleurs.

marseille :

encore un crime raciste impuni

Mohammed Laid Moussa est mort, ajoutant son nom à la très longue liste des victimes du racisme. Instituteur en Algérie, il était venu en France poursuivre ses études, qu'il payait en travaillant. Soudain à Fos, il se levait à 4 heures du matin, et étudiait le soir après son travail. Une nuit, empêché de dormir comme d'autres fois déjà, par le bruit fait par ses voisins, il leur demande de baisser l'électrophone, il est alors roué de coups, menacé avec une carabine ; il se défend avec son opinel et blesse mortellement un de ses agresseurs.

Après vingt mois de prison préventive, il est condamné à 3 ans de prison dont 18 mois avec sursis par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône ; le soir même, il était libéré. La justice bourgeoise, elle-même, avait dû reconnaître le cas de légitime défense.

Cela, la pègre raciste ne l'a pas toléré ; Moussa, ses avocats, ses amis, reçoivent des lettres de menace, Moussa décide de repartir en Algérie. C'est au cours d'un dîner d'adieu chez un ami qu'il est assassiné d'une balle de 7,65 dans le crâne. Son assassin, son crime accompli, repart tranquillement dans la voiture qui l'attend en

bas de l'immeuble, comme s'il était assuré de l'impunité.

Que craignent en effet les assassins racistes de Marseille, la plupart des crimes racistes dans cette région se sont terminés par des non-lieux pour les coupables.

Immédiatement après l'assassinat de Moussa, une certaine presse a trouvé une explication : c'est un règlement de compte entre « gens douteux », comme l'avait dit le commissaire Pelbois en parlant de Moussa à son procès ! Et le « Méridional », journal toujours prêt à attiser la haine raciste, parle d'un certain Cox, truand de 2è zone, indicateur à ses heures, et qui plus est nord-africain... ce serait le suspect principal.

Mais comment oublier qu'à Marseille même, sur 7 crimes commis contre des Arabes entre le 24 août et le 2 septembre 73 et qui ont fait l'affaire d'un jugement, 5 ont été conclus par des non-lieux ? Quant au meurtrier de Ladj Lounès... comme par hasard un policier, il a été trouvé mort dans sa cellule...

Comment oublier qu'au moment même où Moussa agonisait, plusieurs policiers passaient en jugement pour avoir fêté la mise en retraite de l'un

d'eux par des descentes dans les cafés et hôtels de Noisy-le-Sec, brisant tout sur leur passage et semant la terreur ?

Même Poniatowski et une partie de la presse bourgeoise ont dû reconnaître que « le règlement de compte » était une hypothèse peu solide ; ainsi Poniatowski a-t-il publiquement déclaré qu'il s'agissait de « l'assassinat RACISTE d'un homme qui avait été jugé et venait d'être libéré » mais en chargeant le commissaire Pelbois, cité plus haut, de l'enquête, il montre bien qu'il ne veut pas chercher les vrais coupables trop loin...

Oui, la mort de Moussa est un nouveau crime raciste et c'est un crime bien préparé : qui a envoyé des lettres de menaces à Moussa, à son père, à ses avocats ? Qui est cette « organisation de libération de la France » qui annonçait que « Moussa allait être liquidé »... ? Qui a renseigné le tueur que Moussa passerait la soirée chez le docteur Bonneville sinon un professionnel du renseignement ?

Mais si Poniatowski — une fois n'est pas coutume — semble soudain accrédi- ter la thèse du crime raciste, c'est que ce meurtre, surtout si aucun coupable n'est découvert, tombe au mau-

vais moment : il y a 15 jours, Giscard avait serré la main des Algériens dans un bidonville, justement à Marseille et il prépare un voyage officiel en Algérie. Ceux qui ont eu l'idée de cet assassinat n'avaient-ils pas l'intention, comme le déclare le gouvernement algérien, d'empêcher les deux gouvernements de nouer de meilleures relations ?

Mais si ce dernier attentat peut contrecarrer les efforts faits par le gouvernement français en direction du gouvernement algérien, c'est la bourgeoisie française qui entretient la haine raciste pour diviser les travailleurs français et immigrés, c'est elle qui a créé les conditions de ce crime.

Pour protester contre les attentats racistes, une manifestation de 3000 personnes a défilé samedi dernier sur la Cannebière, elle a reçu un écho de masse, particulièrement lors de la traversée du quartier immigré de la porte d'Aix.

Ce que nous réclamons, ce n'est pas seulement l'arrestation du coupable, mais la mise en accusation des responsables, ceux qui ont télécommandé ce crime, ceux qui entretiennent le racisme.

Serge LIVET.

Lariboisière : des femmes contraignent la bourgeoisie à appliquer la loi sur l'avortement

Mercredi 20 mars. Lariboisière.

Des femmes, des travailleuses et des militantes du MLAC occupent l'entrée de la maternité de l'hôpital, et y tiennent une permanence. A leur demande et à celle du personnel qui soutient cette lutte, les médecins internes pratiquent deux avortements, dans la consultation de chirurgie, malgré l'opposition des chefs de service.

La loi sur l'interruption de grossesse est votée. Elle devrait être appliquée. Mais des femmes continuent à mourir pour avoir avorté clandestinement. En fait, à part dans quelques rares cliniques privées, on ne peut toujours pas avorter « légalement » en France aujourd'hui.

Le gouvernement entrave l'application de la loi sous prétexte de difficultés dites techniques, (mais qui sont criminelles dans ce cas) de leur côté, un grand nombre de médecins, des grands patrons des hôpitaux, s'opposent à ce que les avortements se pratiquent dans leurs services, et usant de tout leur pouvoir, font pression sur les médecins qui sont sous leurs ordres : toute une fraction de la bourgeoisie ne veut pas que les femmes, ou plus précisément les femmes issues du peuple puissent avorter.

des masses, cette loi, qui porte atteinte d'une certaine façon à l'oppression de la femme et à l'idée bourgeoise de la famille, cette loi ne sera pas appliquée ; ou plutôt ne sera appliquée que la partie répressive de la loi. Cela met bien en relief que « le néo-libéralisme » de Giscard n'est qu'une façade pour essayer de contenir la colère des masses. Mais elles l'ont vite compris !

MAIS LES FEMMES COMMENCENT A SE REVOLTER ET A S'ORGANISER

Elles prennent davantage conscience que ces médecins ne sont pas au service du peuple. Elles comprennent mieux que changer la loi ne suffit pas, puisque là où la loi devrait être appliquée mieux qu'ailleurs, dans le secteur dit public, dans les hôpitaux, elle ne l'est même pas.

Mélan... Marseille... Des femmes se sont présentées seules, puis en groupe, on les a refoulées... A l'hôpital Cochin à Paris elles sont allées plus loin. Les avortements ont eu lieu. En milieu hospitalier. Et par la méthode Karman. Mieux, à Lariboisière, ils ont été pratiqués par le personnel hospitalier.



Déjà, lorsque la loi a été votée si nous en avions souligné les caractères positifs, en particulier qu'il serait peut-être possible, si la loi était appliquée, pour un assez grand nombre de femmes de se faire avorter en milieu hospitalier, nous en avions aussi dénoncé les limites. Ainsi, nous réclamons :

— avortement gratuit. Remboursé par la sécurité sociale.

— mise en place de services hospitaliers suffisants pour répondre à la demande.

— avortement par la méthode Karman avant la douzième semaine.

— avortement libre : suppression des consultations et étapes intermédiaires, droit à l'information sur l'avortement, non à la répression contre les avortements qui se pratiquent dans des conditions correctes hors des milieux hospitaliers, avortement libre pour les mineures, avortement libre pour les immigrées (qui la plupart du temps sont sans papiers).

Si nous n'obligeons pas, d'une façon ou d'une autre, des médecins à pratiquer des avortements dans les hôpitaux, cette loi, qui a été votée sous la pression de la lutte

Sous la pression de ces manifestations, Simone Veil a été obligée de prendre de nouvelles mesures : elles paraissent céder aux pressions des masses : elle propose de mettre en place des « services spécialisés » dépendants ou non des hôpitaux, où pratiqueraient des médecins vacataires et volontaires. Mais elle cède aussi aux grands patrons réactionnaires qui pourraient, dans leur domaine et dans leur secteur, interdire l'avortement. On jugera plus précisément ces nouvelles déclarations lorsqu'elles prendront vie.

Femmes du peuple, travailleurs hospitaliers, médecins, tous ceux qui veulent lutter pour l'avortement libre et gratuit suivront l'exemple des femmes et des médecins qui ont participé à l'action de Lariboisière.

Plus que jamais poursuivons la lutte pour l'avortement libre et gratuit, plus que jamais, luttons pour avoir les moyens d'élever tous les enfants que nous désirons.

Thérèse VERNET

Lyon : agression des révisionnistes contre des femmes travailleuses

Manifestation appelée par la CGT et la CFDT à propos de l'année de la femme.

2000 personnes environ, mais très faible participation de femmes, on remarquait des groupes de femmes de la CFDT-PTT, des hospitalières, des ouvrières de Fantasia et un groupe de jeunes femmes en fin de cortège.

Les révisionnistes voulaient faire de cette manifestation une manifestation promenade de soutien au programme commun et les principaux mots d'ordre qu'ils impulsaient, étaient le « Non à l'austérité » suivi aussitôt du « Oui au programme commun ».

Et c'est pourquoi sans doute il ont « lâché » leur service d'ordre sur les groupes de femmes en fin de cortège qui scandaient « la lutte des femmes est celle de tous les travailleurs ».

Ce service d'ordre P«C»F - CGT est intervenu très violemment contre les « groupes femmes » arrachant les banderoles et cassant la figure à plus de 5 femmes, parmi lesquelles des militantes CFDT des postes et des hôpitaux. Plusieurs personnes ont été blessées et la banderole CFDT-PTT déchirée. Le service d'ordre CGT a voulu séparer les femmes de la manif et a fait un « cordon sanitaire ». Une centaine de femmes contenues par un service d'ordre d'hommes, surprises et révoltées de s'être fait agresser crient pour se moquer d'eux en désignant les « gros bras » du P«C»F, « ils nous soutiennent (!) Merci, merci (!) ».

A noter l'idéologie ultra-réactionnaire que le P « C » F inculque à ses militants par rapport aux femmes. On a pu la constater aussi bien par la violence utilisée que par les insultes comme « allez baiser avec Giscard » ou encore « vous auriez du venir en mini-jupe on aurait au moins vu du spectacle ».

Ces bagarres ont suscité des discussions nombreuses jusque dans le service d'ordre CGT où certains militants ne comprenaient pas pourquoi on leur disait d'empêcher les femmes de manifester.

Les militants de la CGT et de la CFDT de Lyon groupés au sein de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire ont dénoncé ces comportements, qui ne peuvent que diviser davantage les travailleuses.

De telles actions prouvent l'aggravation des contradictions entre les révisionnistes et le peuple, et jusque dans les rangs des révisionnistes et ne font que précipiter leur perte.

Les révisionnistes lyonnais sont décidément bien nerveux, quelques jours avant, sortant d'une réunion « syndicale » à la bourse, ils ont agressé à une dizaine des membres du PCR collant pour le meeting unitaire sur la Palestine !

TRAVAILLEURS VALIDES, HANDICAPES, MEME COMBAT !

Dimanche 16, vers 10 h, au marché d'Alfortville arrive une camionnette de l'Association des Paralysés de France, « don d'Enrico Macias ». Le conducteur en descend trois handicapés en chaise américaine munis de sébiles, qu'il répartit entre les stands. Puis il repart avec les autres passagers, qu'il va vraisemblablement déposer sur un autre marché, à moins que ce ne soit à la sortie d'une église. Des militants tentent de dialoguer avec eux, une femme notamment semble intéressée par les brochures de MLAC.

Vers 12 h, le car revient et reprend les quêtes. Ce spectacle — cela peut-il s'appeler autrement ? — beaucoup ont pu le voir un peu partout : c'est la journée nationale de charité envers les handicapés, organisée avec la collaboration des associations telles que l'APF (Association Paralysés de France). Mais c'est compter sans la détermination croissante des handicapés à refuser l'aumône et à imposer leurs revendications, sans leurs aspirations. Dès samedi, le Comité de lutte des Handicapés (soutenu par CAP, GIA, GIS et MLAC) occupait l'immeuble somptueux de l'APF pour dénoncer sa collusion avec le pouvoir et la loi d'orientation qu'elle soutient. Vers 11 h 45, à l'appel du président de l'APF, qui refuse la confrontation avec le CLH, DEUX CENTS policiers entreprennent de faire évacuer les locaux, aidés par des « infirmiers », véritables flics de l'APF.

Les militants quittent les lieux en criant leurs mots d'ordre. Durant l'occupation, des passants, informés par les camarades qui diffusent tracts et journaux devant l'immeuble, manifestent leur indignation devant la situation des handicapés et le déploiement des forces répressives.

Le lendemain, à l'appel du Mouvement de Défense des Handicapés (MDH) se déroule dans le quartier de la République une manifestation de 350 personnes, handicapés et valides. D'autres manifestations se sont également tenues en Province. Parmi les mots d'ordre : « du travail pour tous », « non aux ghettos pour handicapés », « Haby-Dienesch : même combat » etc... Là aussi on a pu vérifier concrètement comment la « protection des handicapés », c'est en fait leur répression : au lycée de Neufmontier, des menaces ont été faites pour empêcher les élèves de manifester ; le cortège était suivi par des cars de police et un cordon de flics entourait les manifestants au point de dispersion. Sous l'impulsion du CLH, les handicapés prennent de plus en plus conscience de la nécessité de lier leur lutte à celle de la classe ouvrière, notamment contre la loi dite « en faveur des handicapés ». Rappelons le contenu de cette loi, qui renforce encore la ségrégation contre laquelle protestent les handicapés. En vertu de cette loi, les capitalistes pourront créer des ateliers « protégés » où les handicapés

seront envoyés d'office par des commissions d'orientation s'ils ne peuvent trouver un emploi par eux-mêmes (et comment le pourraient-ils avec la loi du profit maximum et le chômage ?). Dans ces ateliers (ou d'autres structures du même type), les travailleurs seront payés au rendement et au-dessous du SMIC (actuellement 400 à 600 F.), ils n'auront aucun droit de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Ceux qui perdront leur emploi n'auront pas droit au chômage, quant à ceux qui ne seront pas assez rentables, ils continueront à être exclus de toute vie sociale, avec une pension de famine.

Cette loi est déjà passée en première lecture à l'Assemblée : le PS a voté pour, le P«C» s'est abstenu, ne pouvant la soutenir ouvertement.

Comme le souligne le Comité de lutte des Handicapés :

« Les partis de gauche entendent conserver les rapports de domination et d'exploitation existant dans notre système capitaliste. C'est ainsi que les programmes commun et PC entendent « développer les établissements spécialisés pour éduquer les handicapés » et le rôle autoritaire des « moniteurs » ou « psycho-éducateurs » dans les ghettos d'handicapés. Finalement tous ces projets de droite ou de gauche se ressemblent : ils posent une augmentation des pensions de 50%, la faisant passer de 400 à 600 F. c'est-à-dire la moitié du SMIC.

— toujours des ghettos où notre marginalisation est renforcée en même temps que la répression de notre handicap.

— pas question de donner aux handicapés les moyens psychologiques et techniques d'être autonomes.

Enfin tous ces programmes se ressemblent en ce que l'Etat doit prendre en charge notre ségrégation et notre rentabilisation-répression pour que le Capital presse mieux l'handicapé-citron. Ils récupèrent les vieilles revendications (ne dépassant pas les positions anti-quête) des vieilles associations réformistes, gérantes de l'ordre bourgeois ».

Non, vraiment, les handicapés n'ont rien à attendre, ni de Giscard, ni de l'Union de la « Gauche ».

**DROIT AU TRAVAIL ET AUX ETUDES POUR TOUS SANS DISCRIMINATION !
SUPPRESSION DES ATELIERS « PROTEGES » ET AUTRES GHETTOS
LUTTONS CONTRE LES CADENCES ET LE RENDEMENT !
IMPOSONS LA SECURITE DANS LE TRAVAIL !**

Corres. Alfortville.

DETRUIRE LE REGIME THIEU POUR REALISER LA RECONCILIATION ET LA CONCORDE NATIONALE

A peine deux ans après la signature des Accords de Paris, il est clair pour toutes les forces politiques au Sud-Vietnam que le seul obstacle à leur application, c'est Thieu. Le fond des Accords de Paris, c'est l'établissement de la paix au Vietnam et la réconciliation nationale, assurée par un gouvernement de concorde nationale ; telles sont les aspirations du peuple vietnamien auxquelles s'opposent Thieu à l'instigation des Etats-Unis. C'est la réalisation de ces aspirations que défendent les forces armées de libération et le GRP en châtiant les fantoches. A peine deux ans après la signature des Accords de Paris, Thieu ne représente plus les intérêts de quelque partie que ce soit des habitants du Sud-Vietnam. Pour réaliser la paix et la concorde nationale, il n'y a qu'une solution définie par le conseil du GRP : « le renversement de Thieu et consorts, la formation à Saïgon d'une administration qui se prononce pour l'exécution correcte de l'Accord de Paris ». Cette solution ne peut être réalisée que par la destruction de l'armée fantoche, seul et dernier appui de la politique de Thieu.

Deux ans à peine après les Accords de Paris, l'ensemble de la politique US reposant sur le sabotage de l'application des Accords, par l'intermédiaire de Thieu afin de se maintenir au Vietnam, vacille ; des rapports de force entièrement nouveaux s'établissent sur le plan militaire, mais d'abord sur le plan politique : l'immense majorité de la population rejette l'administration Thieu.

Quelles armes reste-t-il à l'impérialisme US pour poursuivre son agression ? Depuis le mois d'octobre, l'ambassade US n'a pas, semble-t-il, trouvé de fantoche de rechange pour remplacer Thieu, sans doute va-t-elle poursuivre ses tentatives, mais en fin de compte les éventuels candidats ont encore moins de chances de réussite que Thieu, l'instrument de la vietnamisation. L'engagement massif des forces yankees au Vietnam est la deuxième possibilité. Depuis les Accords de Paris, les yankees entretiennent plus de 24.000 hommes au Vietnam. Envisager d'accroître leur nombre et à plus forte raison d'engager plus directement les forces yankees, c'est envisager l'augmentation des crédits « d'aide » ; les

300 millions d'aide supplémentaire réclamés par Ford sont rejetés par le Congrès comme les 220 millions réclamés pour Lon Nol.

Bien que l'impérialisme US fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que Thieu reste en place, il ne lui reste plus guère d'issue, même s'il décide des opérations ponctuelles massives à l'aide des marines croisant à bord du porte-avions Okinawa. Pour l'heure, en conseillant à Thieu de se replier pour ne pas faire détruire toutes ses troupes, il semble vouloir masser les troupes fantoches autour d'un certain nombre de bases et de points « solides » comme Nha Trang, et la région de Saïgon pour éviter l'effondrement complet de Thieu.

La politique de réconciliation nationale du GRP, la mobilisation de la population dans la zone contrôlée par Thieu, la fermeté des ripostes des forces armées de libération, ont acculé Thieu à la défensive, ont isolé Thieu et fait de son armée une armée vaincue. Le « repli stratégique » s'il permet à Thieu de tenir un peu plus longtemps en supprimant toute la population des zones encore occupées, ne permettra pas de transformer cette défaite politique et militaire. Au contraire la débâcle des Hauts Plateaux est appelée à se poursuivre car elle est l'œuvre de toute la population du Sud-Vietnam, des zones libérées comme des zones occupées.

En une semaine, Thieu a dû replier ses forces hors de sept provinces, à la suite des défaites subies depuis le mois de janvier.

En janvier, la province de Phuoc Long était libérée, à la suite des victoires remportées par les forces armées de libération dans la ville de Phuoc Binh, et sur la montagne de la vierge noire ; le 10 mars Ban Me Thuot était libérée ; la débâcle de l'armée de Thieu sur les hauts plateaux commençait : le 17 mars, les provinces de Kontum, Pleiku, Darlac étaient complètement libérées ; les jours suivants les provinces de Quang-tri, de Phu-bon, de Binh Lang, Quang Duc étaient à leur tour abandonnées ; une zone libérée dans un seul tenant s'étend du Nord au Sud adossée aux zones libérées du Cambodge et du Laos.

Dans tout le Vietnam les forces populaires sont passées à l'offensive faisant reculer partout les forces de Thieu, qui depuis la signature des Accords de Paris ont accompli des milliers d'opérations d'empêchement, des centaines de milliers de ruptures de cessez-le-feu. Des combats se poursuivent dans la région de Hué, dans la province Thay Ninh ; la garnison de Dalat ne survit que grâce à un pont aérien ; aux environs même de Saïgon des postes militaires fantoches sont détruits.

La retraite de l'armée fantoche est une défaite de première importance. Les trois provinces des Hauts Plateaux ont toujours été défendues avec vigueur par l'impérialisme U.S. car elles permettaient à la fois de contrôler les côtes, les frontières du Cambodge et du Laos, et enfin de couper le Sud-Vietnam en deux parties, et de protéger ainsi la région de Saïgon.

Aujourd'hui la zone libérée est d'un seul tenant du 17ème parallèle à la pointe de Ca Mau. Au centre les fantoches ont replié leur base de Pleiku à Nha Trang, sur la côte, position fragile qui risque d'être isolée de Saïgon.

La retraite de l'armée de Thieu est une étape de l'effondrement du régime fantoche ; c'est l'échec de la politique de sabotage des Accords de Paris, mise sur pied par les yankees par l'intermédiaire de Thieu.

UNE VICTOIRE DE TOUT UN PEUPLE

La défaite de Thieu est la victoire de l'immense majorité du peuple vietnamien. Massivement la population s'engage dans les combats pour riposter aux sabotages des Accords de Paris, non seulement la population des zones libérées, mais également la population des zones contrôlées par l'administration de Thieu.

Le correspondant de l'AFP, Paul Léandri a été sauvagement assassiné par la police de Thieu à Saïgon, parce qu'il avait écrit que la

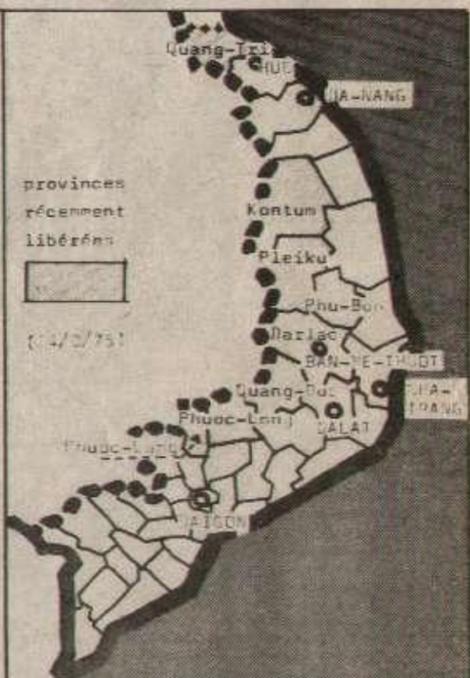
population des Hauts Plateaux avait directement participé aux combats pour la libération de Ban Me Thuot.

La défaite de Thieu c'est l'union la plus large entre la population tout entière et les forces armées de libération. Sur les routes les forces armées de libération saluent, drapeau en tête les populations évacuées des zones que l'armée de Thieu a fuit ; ce ne sont pas les forces armées de libération que craignent les habitants des villes abandonnées par les fantoches, mais les bombardements de l'armée saïgonnaise, car les régions évacuées sont aussitôt déclarées « zones de libre bombardement ».

La défaite de Thieu c'est son isolement complet, jusqu'au sein de la « première composante », de sa propre administration et des forces de droite qui la formaient. Des représentants de ces forces, qui s'étaient massivement engagés dans la dénonciation du régime Thieu à la fin de 1974, ont dénoncé la politique de Thieu à l'égard des minorités nationales.

AUX AVANT POSTES DU TIERS MONDE

Deux ans de lutte pour l'application des Accords de Paris, ont acculé Thieu à la défaite. L'impérialisme US est aussi acculé à des choix, au Vietnam, comme c'est le cas au Cambodge : abandonner sa politique



d'agression en Indochine ou rechercher des solutions de plus en plus difficiles à trouver pour se maintenir malgré ses défaites.

Avec acharnement depuis 30 ans et plus, le peuple vietnamien poursuit la lutte pour l'indépendance, depuis 30 ans il a fait s'effondrer tous les plans colonialistes puis néo-colonialistes qui visaient à l'asservir.

Ces gigantesques victoires ont montré à tous les peuples qu'il était possible de vaincre l'impérialisme, car sa puissance n'est qu'apparente : un peuple uni peut par une guerre de longue durée conquérir son indépendance. Les victoires du peuple vietnamien sont une contribution décisive à l'émancipation des peuples du monde ; elles sont le fondement, avec les autres luttes de libération, de l'unité du Tiers Monde pour l'indépendance. La lutte du peuple vietnamien aujourd'hui montre que même si l'impérialisme et les super-puissances ont été obligé de reculer, les peuples du monde ne remporteront pas de victoires complètes sans mettre en pièces avec détermination, notamment par la lutte armée, les plans de l'impérialisme et des super-puissances. Le peuple vietnamien reste aujourd'hui, comme depuis 30 ans, aux avant-postes de la lutte des peuples du monde ; sa lutte est une des plus solides garanties du Tiers Monde uni contre l'impérialisme et les super-puissances.

Grégoire CARRAT.
Le 23.3.75

pendant que des fascistes participent aux élections

plusieurs militants révolutionnaires arrêtés au Portugal

Après l'échec du coup d'Etat fasciste de Spínola du 11 mars, le Conseil de la République, mis sur pied par le Mouvement des Forces Armées a suspendu trois organisations : la démocratie chrétienne, parti fasciste impliqué dans la tentative de putsch, le MRPP et l'AOP. Par cette mesure, le MFA tente de faire croire, comme d'habitude, que la droite et l'extrême gauche se rejoignent, que les révolutionnaires, n'ont d'autre but que le chaos économique, à la faveur duquel les forces réactionnaires pourraient reprendre le pouvoir. C'est déjà le même argument qu'employait le parti révisionniste portugais, chaque fois que les ouvriers rentraient en lutte contre la misère, refusaient de payer la crise économique. C'était dans une petite entreprise ? Il ne fallait pas confondre leur patron avec des réactionnaires. D'une grosse usine ? C'était alors saboter l'économie, faire le jeu de la droite. Quand le peuple réclamait le châtiment des fascistes ? Il ne fallait pas donner à l'extérieur l'image d'une « dictature ». Toujours sous ces mêmes prétextes, éviter de faire le jeu de la réaction en se montrant « modéré », « responsable », « patient »... Le gouvernement provisoire a tout essayé pour détourner les masses de leurs aspirations : le pain, la démocratie, l'indépendance. En réalité, si la « démocratie chrétienne » ne participe pas aux élections à la suite de ce décret, le CDS, autre parti tout aussi fasciste, soutenu par les giscardiens, l'Opus Dei espagnole..., parti contre lequel se mobilisent les masses portugaises chaque fois qu'il apparaît publiquement, participera en tout bien tout honneur aux élections et pourra même compléter ses listes de candidats

après la fermeture légale des dépôts, là où ils faisaient alliance avec ses acolytes de la démocratie chrétienne. Par contre, huit militants du MRPP ont été arrêtés à Vila Franca de Xira et sont maintenus en prison !

Après le 11 mars, le MFA a pris une série de mesures importantes, en particulier, il a décidé de rester au pouvoir, quels que soient les résultats des élections à la constituante (retardées au 25 avril), pour une durée indéterminée, d'au moins trois ans, pour mettre en œuvre la « réforme » économique. Cette institutionnalisation du MFA consolide les positions du Parti révisionniste portugais, qui ne peut prétendre remporter un score important, compte tenu de l'influence encore énorme des forces réactionnaires à la campagne. Car c'est au MFA, qui soutient dans une large mesure les propositions du P « C » P, qui revient l'essentiel du pouvoir. C'est lui qui prend les décisions les plus importantes, et qui continuera à les prendre. Mais la contradiction, la lutte pour le pouvoir entre le PS et le P « C » sont loin d'être terminées. Pour preuve, les difficultés rencontrées à l'heure actuelle pour mettre sur pied un nouveau gouvernement, car le PS refuse d'y perdre de l'influence, ou de voir s'accroître celle des révisionnistes. Et dans la mesure où la suspension de la démocratie chrétienne a soulevé de vives réactions en Europe Occidentale, le MFA ne peut se permettre d'écarter purement et simplement le PS, garant auprès des impérialismes US et européens de la « démocratie », c'est-à-dire du maintien de leurs intérêts au Portugal. Ces difficultés reflètent la lutte engagée depuis des mois par les deux

superpuissances au Portugal : le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, n'a pas caché que l'impérialisme US « suivait les développements de la situation avec une vive appréhension ». Pour les USA, des hommes comme Soares sont des garants du maintien du Portugal dans l'OTAN, des garants précieux, après la chute du fascisme en Grèce, les problèmes posés par la Turquie... De l'autre côté, le social-impérialisme tente de rattraper le temps perdu sous le fascisme, jugeons en : le nombre des membres de son ambassade a été multiplié par plus de 10 en quelques mois, les troupes « culturelles » sillonnent le pays. Mais aussi, des responsables du MFA sont invités à discuter de problèmes militaires avec leurs homologues des pays de l'Est et de l'URSS... Cette lutte ne peut que s'aiguïser, vu la place stratégique du Portugal en Europe.

Pour le peuple portugais, la lutte s'aiguïsera aussi contre le fascisme, mais aussi contre les menaces du social-impérialisme, pour l'indépendance nationale. Par sa mobilisation rapide, il a fait plus d'une fois échec au fascisme. Il entre aussi en lutte contre ceux qui, aujourd'hui, lui prêchent la soumission au patronat pour le salut de l'économie capitaliste, comme les métallurgistes qui refusent en ce moment même la direction du syndicat unique imposé par le MFA, syndicat dont la fonction est de museler la classe ouvrière pour permettre, dans le « calme social », l'application du programme économique du MFA.

Monique CHERAN.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous

FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif